

« Radicaliser » : retour sur la campagne du *Monde* contre LFI

par [Pauline Perrenot](#), lundi 2 septembre 2024

« *La France insoumise s'abîme* », « *s'est extrémisée* » et « *suscite un très fort rejet* » : tels sont les arbitrages assénés [dans Le Monde](#) (30/08) sous la plume du sondologue médiatique en chef, Brice Teinturier. La source ? Une enquête électorale de l'institut qu'il dirige (Ipsos), réalisée pour le compte du quotidien, Sciences Po, l'Institut Montaigne et la Fondation Jean Jaurès. L'objet n'est pas ici d'exposer les insondables biais, malfaçons et angles morts de cette « enquête ». Il s'agit, en revanche, de revenir sur le rôle quotidien – et acharné – du *Monde* dans la diabolisation de La France insoumise. L'article que nous reproduisons est paru dans [le numéro 51 de notre re](#)

Le Monde (9/05)

Manon Aubry, une campagne pour les élections européennes dans l'ombre de Jean-Luc Mélenchon et de Rima Hassan

Issue du secteur associatif, la tête de liste de La France insoumise pour les élections européennes a vu ses thèmes de campagne, comme la vie chère, passer au second plan, depuis que le fondateur de son parti a décidé de faire du conflit israélo-palestinien un sujet prioritaire.

Mediapart (9/05)

Européennes : la campagne insoumise entravée par les polémiques et l'omniprésence de Mélenchon

La liste menée par Manon Aubry espère entrer dans une « nouvelle phase ». Elle entend élargir son message, jusque là concentré autour de la défense de la Palestine et parasité par les sorties de l'ancien candidat à la présidentielle.

[vue Médiacritiques](#) (juillet-septembre 2024) et revient spécifiquement sur la couverture de LFI par le quotidien au moment des élections européennes (mars-début mai 2024).

Partis pris systématiques, désinformation par omission, obsessions stratégiques aux relents islamophobes... : dans le cadre des élections européennes, le quotidien *Le Monde* a fait campagne contre La France insoumise. Le quotidien aura en effet réservé un traitement de choix au seul parti institutionnel, dans le champ politique français, attaché à maintenir la question palestinienne à l'agenda et à relayer les revendications du mouvement de protestation contre la guerre génocidaire de l'État israélien en Palestine.

Au cours des derniers mois, nous n'avons cessé de souligner l'incroyable fossé qui sépare, d'un côté, les reportages parfois de très bonne facture que peut publier *Le Monde* sur la situation à Gaza, et, de l'autre, l'insondable médiocrité du quotidien dès lors qu'il s'agit de traiter de ses répercussions dans le champ politique français [\[1\]](#).

Certes, et nous en avons rendu compte, l'information internationale du *Monde* n'échappe pas aux biais, aux angles morts, aux euphémisations et aux formules réductionnistes qui caractérisent le [traitement des médias dominants en France de la situation en Palestine](#) [\[2\]](#). Mais contrairement à tant d'autres, le quotidien publie des reportages, donne à voir et à

entendre l'ampleur du carnage. Une couverture qui ne semble, en revanche, nullement freiner l'acharnement de son service politique à l'égard de La France insoumise, dont la campagne en soutien du peuple palestinien, en France, est jour après jour salie.

La criminalisation des pensées hétérodoxes à laquelle se livre actuellement l'État français – dont LFI n'est que l'une des (nombreuses) cibles, – ne semble d'abord pas alarmer *Le Monde* outre-mesure. La rédaction n'a par exemple pas jugé utile de consacrer un article de son cru à la convocation pour « apologie du terrorisme » de Mathilde Panot (députée, présidente du groupe à l'Assemblée nationale) : totalement banalisé, ce fait politique est simplement relayé sur le site par le biais de deux dépêches AFP (23/04 et 30/04). Comme si de rien n'était. La convocation pour le même motif de Rima Hassan, juriste et candidate à l'élection européenne sur la liste LFI, se voit appliquer le même traitement minimaliste (19/04). En dehors de trois citations – deux extraites d'un texte transmis par la juriste au quotidien et une dernière, de son avocat –, l'analyse de fond est absente. Rendre compte du positionnement de Rima Hassan ? Le journalisme politique a l'art et la manière : reproduire deux de ses tweets... et rapporter aux lecteurs qu'elle « *concentre les critiques des adversaires politiques de LFI, qui lui reprochent d'attiser la haine d'Israël* ». Sans se donner la peine, bien sûr, d'adjoindre à cette mention le début du commencement d'une contradiction. Un mois plus tôt (18/03), la même journaliste relayait déjà l'existence d'« *accusations de légitimation du Hamas visant Rima Hassan* »... sans en dire davantage [3]. Favoriser la libre-circulation de la désinformation et entretenir le discrédit : un nouveau champ d'expertise au *Monde* ?

« *Instrumentaliser le vote des quartiers populaires* »

Une chose est sûre : l'heure n'est plus à la défense des libertés publiques. Le 24 avril, un éditorial daigne qualifier l'interdiction de conférences de La France Insoumise de « *préoccupante* » et « *problématique* », mais ne renonce pas à sa ligne « raisonnable » et finalement très ambiguë pour souhaiter un « *nécessaire équilibre* » entre « *les libertés de réunion et d'expression* » et... « *la préservation de l'ordre public* ». On a connu positionnements moins timides dans les pages du *Monde*, *a fortiori* quand le quotidien semble incapable de réprimer sa détestation viscérale de LFI. D'une part, en affirmant que « *la répétition d'interdictions nourrit la posture de victime du système et de détenteur des vérités que l'on cherche à bâillonner dont se délecte Jean-Luc Mélenchon* ». Une répression dont on ne critique pas le principe même, mais dont on redoute les effets contre-productifs... D'autre part, en martelant la pensée automatique ressassée par l'ensemble des chefferies médiatiques de ce pays : la campagne de La France insoumise en soutien du peuple palestinien « *revient à instrumentaliser le vote des quartiers populaires et à inciter les électeurs français à s'identifier aux protagonistes de la guerre que mène Israël dans le territoire palestinien en représailles aux attaques du Hamas du 7 octobre 2023* ».

Ceci mérite un temps d'arrêt. Outre le fait qu'il ne devrait plus être permis de qualifier de « *représailles* » la guerre génocidaire menée par l'État d'Israël, ni de laisser penser aux lecteurs que Gaza est le seul territoire palestinien ciblé, l'argumentation laisse pantois. Totalement déconnectée de la gravité de la conjoncture – en Palestine en premier lieu –, cette basse réduction politicienne de la vie politique recycle les éternels mêmes postulats islamophobes, dépeignant les habitants des quartiers populaires (alternative : les « *Arabes de France* » et les « *voix musulmanes* », cf. plus bas) comme une masse informe dénuée de

raison propre : des sujets-objets, manipulables à merci, omniprésents dans les récits journalistiques sans pour autant n'y avoir jamais la parole. Réactivée à l'envi dans la séquence en cours, la formule « séduire l'électorat des quartiers » est en effet devenue un automatisme journalistique depuis l'élection présidentielle de 2017. Sans qu'aucune enquête sociologique *qualitative* ne soit jamais avancée, l'argument revient comme un leitmotiv mobilisé à charge.

Cet éditorial du *Monde* n'est pas le simple point de vue de l'éditocrate qui l'a rédigé, il donne le ton et fixe la ligne. Au cours des mois étudiés (mars - début mai 2024), contre une poignée de plumes invitées (en tribune) à alerter sur le durcissement autoritaire de l'État français, *Le Monde* aura au contraire usé des litres d'encre à tancer LFI et « une campagne [...] parlant peu d'Europe » (16/03) évoluant « dans l'ombre de Jean-Luc Mélenchon et de Rima Hassan » (9/05) ; à divaguer autour d'une « stratégie électorale à double tranchant » (18/03) ; à dissenter sur « la question de la succession de Mélenchon en 2027 » et des « déclarations ambiguës, réactivant le procès en antisémitisme qui lui est fait » (15/04) ; à titrer sur « les outrances de Jean-Luc Mélenchon » (19/04), qui « tente de se justifier après les polémiques » (23/04) ; à reprocher à ce dernier de « lance[r] les hostilités pour prendre de court ses concurrents » (22/03), d'avoir « radicalisé ses positions à mesure que le conflit se durcissait » (28/04), de « [jeter] de l'huile sur une question inflammable » et même d'« exploite[r] la faiblesse des réactions à la tragédie de Gaza » (3/05). Le bouc-émissaire par excellence, auquel des journalistes d'un titre « de référence » vont donc jusqu'à reprocher « la faiblesse des réactions » du reste de la classe politique, sans jamais jeter sur cette dernière – ses revirements cyniques, ses silences assourdissants, ses outrances, ses soutiens à un gouvernement d'extrême droite et criminel – le centième d'un tel opprobre.

« **Fracturer la République** »

Jusqu'à l'apothéose, le 5 mai. Fidèle à la ligne de son journal, l'éditorialiste Philippe Bernard met en équivalence LFI et l'extrême droite afin de mieux dénoncer un « *dramatique chassé-croisé* » : une « *instrumentalisation, par Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon, des peurs des Juifs et des Arabes de France* ». Qui est outrancier ? « *La gauche radicale de Jean-Luc Mélenchon croit conquérir les voix musulmanes en faisant de la tragédie de Gaza le centre de sa campagne [...], quitte à s'aliéner de nombreux juifs en confondant "juifs", "Israéliens", "sionistes" et "colonialistes", l'hostilité à l'égard du gouvernement d'Israël et la négation de l'existence de ce pays* ». En roue libre, l'éditorialiste se dispense de toute argumentation. D'insinuations en procès d'intention, les prises de position et les communiqués des Insoumis doivent être considérés comme confus et ambigus dès lors que les journalistes le décrètent. Et tant pis s'ils ne disposent d'aucune déclaration à même d'étayer leurs propos. Un pouvoir de nuisance performatif que Philippe Bernard entend bien user jusqu'à la corde :

[La France insoumise] popularise des slogans plus qu'ambigus sur Israël, comme celui qui réclame la liberté pour la Palestine « du fleuve à la mer ». Et appuie la vision simpliste d'un Israël perpétuateur du colonialisme, dont les discriminations envers les musulmans de France seraient également héritées. Cette stratégie d'exacerbation des ressentiments et de tension, qui semble miser sur la mobilisation conjointe des étudiants politisés et des Français issus de l'immigration, ne semble guère porter ses fruits : les « banlieues » ne s'enflamment pas pour Gaza, et les intentions de vote dans les sondages pour la liste LFI [...] plafonnent à 7%.

Discréditer un slogan en passant sous silence l'explication qu'en donnent les acteurs mobilisés [4] ; minimiser, si ce n'est nier l'oppression coloniale israélienne au moment où cette dernière s'impose dans sa forme la plus brutale ; s'agissant des discriminations racistes et islamophobes en France, faire dire au parti politique ce qu'il ne dit pas pour mieux disqualifier au passage des décennies de recherches universitaires démontrant le poids de l'héritage colonial *français* en la matière ; assimiler la lutte pour les droits d'un peuple à l'autodétermination à une stratégie identitaire et électoraliste ; n'adresser que mépris et dédain aux étudiants mobilisés pour un cessez-le-feu... L'éditorialiste du *Monde* coche toutes les cases. Paroxystique d'une ligne éditoriale indigente attachée à combattre « les-extrêmes », ce pamphlet ne cesse d'entretenir le confusionnisme ambiant et s'ajoute à l'interminable liste des procès intentés par l'ensemble des médias dominants au parti de gauche. Lequel, mis sur le même plan que l'extrême droite, est accusé dans un coup de grâce de « *marginaliser les discours sensés* », d'« *attiser les tensions entre juifs et musulmans* », de « *menace[r] la paix civile et fracture[r] la République* ». Et pas d'encourager le cannibalisme ?

« *Une campagne dans l'ombre* »... des journalistes

Un dernier anathème, robotique, envahit les articles des services politiques en général, et ceux du *Monde* en particulier : reprocher à La France insoumise de « *[faire] de Gaza l'axe principal de sa campagne pour les européennes* » (28/04). Dérivé du procès consistant à accuser LFI de vouloir « importer le conflit », ce grief est lui aussi adressé systématiquement à sens unique : jamais des journalistes du *Monde* n'ont par exemple reproché à Emmanuel Macron d'avoir « fait de l'Ukraine l'axe principal de sa campagne pour la présidentielle » en 2022. [Dans les pages du quotidien – comme partout ailleurs](#) –, le candidat d'alors fut même encensé en boucle pour cela : « *capitaine Tempête* » et « *protecteur de la Nation* » écrivait notamment sa groupie François Fressoz, éditorialiste au *Monde*. Omniprésent, l'argument dégainé à l'encontre de LFI maquille en vérité de fait ce qui relève du parti pris et de l'interprétation politiques. Si les journalistes en ont parfaitement le droit, le fait que *toutes* les chefferies éditoriales en fassent autant, proposent des analyses interchangeables et prennent toujours parti dans le même sens interroge ! Une atteinte flagrante au pluralisme au service... d'une cabale médiatique.

Quoi qu'il en soit, au *Monde* comme ailleurs, c'est le règne du journalisme de prescription et de commentaire : on consacre infiniment plus de surface éditoriale à critiquer le choix de LFI de porter la cause palestinienne tout au long de sa campagne, qu'à simplement informer sur cette campagne en rendant compte des meetings, des déplacements des candidates et des candidats, des arguments mobilisés et des revendications portées. Une manière, parmi tant d'autres, d'invisibiliser la guerre génocidaire à Gaza, mais aussi de peser sur la vie publique en circonscrivant le périmètre du débat politique acceptable.

Caractéristique du journalisme politique, cette démarche est à l'origine d'un modèle du genre au *Monde* : un article flamboyant d'originalité intitulé « [Manon Aubry, une campagne pour les élections européennes dans l'ombre de Jean-Luc Mélenchon et de Rima Hassan](#) » (9/05). Dégoulinant d'arrogance, le principe de l'article consiste à exposer aux lecteurs combien *Le Monde* sait plus (et mieux) qu'elle-même ce que pense Manon Aubry. Prenant comme point de départ la venue de la tête de liste dans un cinéma parisien, les journalistes lancent d'emblée :

La salle est pleine de journalistes autour de celle qui est la tête de liste de La France insoumise (LFI) aux élections européennes du 9 juin. Et, pour une fois, c'est elle la star de la soirée, et non Rima Hassan, numéro sept de sa liste, qui semble l'éclipser depuis le début de la campagne.

Au-delà des réflexes de starification dignes de commentaires de bac à sable, les deux questions que ne se posent pas les deux autrices sont les suivantes : quand bien même Manon Aubry serait « éclipsee », de quelle scène le serait-elle ? Et à qui reviendrait « la faute », puisque les journalistes semblent l'identifier comme telle ? *Le Monde* fournit un élément de réponse : avant cet article – publié le 9 mai –, il faut [remonter au 14 avril](#) dans la rubrique « La France insoumise » pour trouver la trace d'une couverture d'un meeting de Manon Aubry, dont les activités de campagne sont pourtant quotidiennes. Une « trace », car ce meeting tenu à Montpellier est évoqué sur une quinzaine de lignes et le discours de Manon Aubry... résumé en six mots de citation [5]. Qui est obnubilé par Jean-Luc Mélenchon et Rima Hassan ? Qui éclipse qui ?

Une chose est sûre : les angles morts des journalistes du *Monde* n'entachent nullement leur panache.

Depuis mars, les combats de Manon Aubry contre les traités de libre-échange ou la vie chère passent au second plan, masqués par le conflit israélo-palestinien [...]

Venant d'un quotidien ayant régulièrement vanté les traités en question (et invisibilisé leurs détracteurs), fait de l'économie de marché l'alpha et l'oméga du débat autorisé (et de ses critiques de dangereux utopistes), promu les réformes antisociales des quatre dernières décennies (en houspillant ceux qui se mobilisaient pour s'y opposer) et porté aux nues, par temps de campagne électorale, les néolibéraux qui promettaient de les mettre en œuvre, la remarque ne manque pas de sel. Mais il faut croire que *Le Monde* peut tout se permettre : mettre des sujets en concurrence et déplorer une prétendue relégation de la question sociale, dont le quotidien est pourtant un acteur coutumier.

La preuve par trois : les journalistes en profitent-elle pour rectifier le tir dans leur article ? Interroger Manon Aubry sur cette question sociale apparemment si chère aux cœurs du *Monde* ? Perdu. On apprend dans le reste de ce (long) papier que la tête de liste « devient, malgré elle, comptable des dernières polémiques orchestrées par le fondateur de LFI », « fait mine de ne pas avoir lu sa dernière tribune », « répète les éléments de langage de son mouvement ». Le portrait d'un pantin qui s'ignore, parsemé de futilités politiciennes sans le moindre rapport avec... la campagne électorale, dont il était initialement question. Une « campagne dans l'ombre » : à croire que le titre du *Monde* était finalement le bon !

Car face à une telle médiocrité, on ne cessera en effet de (re)poser les questions qui s'imposent : qui confond le journalisme avec le commentaire et le parti pris ? Qui sélectionne telle actualité au détriment de telle autre dans la vie d'un parti ? Qui s'attache à co-construire des « polémiques » en s'indignant théâtralement des propos de Jean-Luc Mélenchon quand le reste du personnel politico-médiatique spéculé sur le marché de l'outrance depuis dix mois ? Qui choisit d'inviter Rima Hassan ? Et d'inviter Rima Hassan *plutôt* que Manon Aubry alors que rien n'exclut une répartition égalitaire et complémentaire du temps de parole... si ce ne sont les médias ? Alors que les intervieweurs ne manquent jamais de rappeler qu'ils sont maîtres de leurs dispositifs et qu'eux – et eux seuls – posent les questions, qui décide d'exclure la question sociale de l'agenda ?

Post-scriptum : « On peut pas tout suivre ! »

Si cet article prend *Le Monde* en exemple, les partis pris et les angles morts précédemment décrits sont partagés et appliqués par l'ensemble des journalistes politiques. Difficile, en ce sens, de ne pas dire un mot des prouesses de *Libération* en la matière, et notamment du [billet politique de Thomas Legrand](#) du 2 mai. Où l'on peut lire, parmi moult âneries, celle-ci, évoquant les « *dérappages* » de Jean-Luc Mélenchon :

Thomas Legrand : La façon de faire des insoumis [...] conduit à **l'invisibilisation de la pauvre Manon Aubry**, tête de liste de son mouvement pour les européennes, largement occultée et dont le temps de parole dans les médias est obéré par sa 7^e tête de liste, Rima Hassan, championne actuelle des plateaux de télé. La thématique de l'Europe sociale qu'avait choisie Manon Aubry pour sa campagne ne peut pas se déployer.

C'est bel et bien une constante : silencieux sur leur corporation – dès lors que les médias Bolloré ne sont pas concernés –, acritiques quant à leurs pratiques et totalement aveugles (ou feignant de l'être) quant à leur rôle dans le débat public, les journalistes reprochent à des tiers l'incurie de leurs propres choix éditoriaux. Une réalité parallèle. La mauvaise nouvelle, c'est que rien ne semble pouvoir les en extirper. Pas même le surgissement d'une évidence. Celle, par exemple, que mit Manon Aubry sur la table à l'occasion d'un échange édifiant avec une journaliste politique de *Libération*, pendant le « Grand Oral » de Backseat, le 2 mai dernier [6] :

- **Charlotte Balaïch :** Vous parlez de la Palestine [mais] il y a quelques semaines, [...] vous disiez que vous vouliez faire une campagne complètement axée sur le social et notamment sur le retour des règles austéritaires qui allaient, disiez-vous, provoquer un désastre social. On ne vous entend aujourd'hui plus du tout parler de ça. Est-ce que vous êtes à l'aise avec le changement de ton de la campagne ?

- **Manon Aubry :** Charlotte et *Libération*... est-ce que vous avez assisté à un seul de nos meetings ?

- **Charlotte Balaïch :** On a assisté à vos meetings, oui.

- **Manon Aubry :** Non.

- **Charlotte Balaïch :** Si... les premiers... le meeting de lancement [le 16 mars, NDLR].

- **Manon Aubry :** Je suis la tête de liste. Vous avez assisté à mon meeting de lancement, où j'ai parlé beaucoup d'austérité, j'ai dit très clairement que le 9 juin devait être un référendum contre les règles d'austérité qui vont imposer une casse des services publics, une casse de l'université [...].

- **Charlotte Balaïch :** Mais vous avez bien conscience que **si on ne peut pas venir à tous les meetings, c'est parce qu'en fait, quatre jours avant, y a Mélenchon qui fait des trucs** tous les jours et qu'on doit le suivre aussi et qu'on ne peut pas se démultiplier. À un moment, **on**

peut pas tout suivre ! Donc nous, on suit ce que vous créez en fait ! *[Tonnerre d'applaudissements dans la salle.]*

Tout en aveuglement et en contradictions, le journalisme politique est, décidément, irrécupérable. Mediapart n'y échappe pas, où malgré des critiques légitimes et argumentées, le recul critique minimal à l'égard de la co-construction journalistique de l'« actualité » ne semble pas de mise non plus...